

FRED EBOKO

CHANTAL BIYA : « FILLE DU PEUPLE » ET ÉGÉRIE INTERNATIONALE

CHANTAL BIYA ILLUSTRE LES AMBIVALENCES LIÉES AUX NOUVEAUX STATUTS FÉMININS DANS UNE SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE EN PROFONDE MUTATION SUR FOND DE « DÉSARROI » GÉNÉRALISÉ. DE SA RELATIVE DISCRÉTION DANS LES ANNÉES 1990 À SON OMNIPRÉSENCE DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000, « LA PETITE FILLE DU PEUPLE » EST DEVENUE LA FIGURE EMBLÉMATIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DU SIDA. QUALIFIÉE DE « PRÉSIDENTE DE L'OMBRE », ELLE SYMBOLISE, PAR SON ACTION DANS LE CHAMP ASSOCIATIF DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, LA FACE « NON GOUVERNEMENTALE » DU POUVOIR D'UN CHEF QUI S'EST PÉRENNISÉ À LA TÊTE DE L'ÉTAT DE CETTE MANIÈRE EN RECONVERTISSANT SES MODES D'EXERCICE DU POUVOIR.

Les épouses de chef d'État africain défraient la chronique en investissant des espaces mixtes entre le public et le privé. Cette entrée en scène dépasse le cadre de l'anecdotique : « Les Premières dames occupent une place croissante dans la vie publique africaine. Et suscitent la polémique¹. » Mme Biya occupe une place de choix : « [...] nulle Première dame africaine ne suscite actuellement plus de polémiques que la Camerounaise Chantal Biya². » Mme Biya, en effet, simultanément admirée et méprisée, séduit ou amuse, éveille les convoitises ou la crainte. Sa manière d'être dans la sphère publique éclaire les nouvelles configurations au Cameroun du politique et d'une « société civile » prescrite par le contexte international. À travers la direction de trois organisations non gouvernementales (ONG), l'action de la Première dame permet d'appréhender un État privé de certaines de ses prérogatives essentielles et suppléé par

1. V. Gomezet et C. Holzbauer, « Les fractures de l'Afrique », « Les épouses terribles », dossiers de *L'Express*, 12 avril 2004 : <<http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier.asp?ida=427186>>.

2. *Ibid.*

l'émergence d'acteurs et de réseaux dont les fonctions reflètent des stratégies politiques à la marge de l'État et des tactiques de survie dans une situation de pénurie. Dans ce cadre, la visibilité de l'épouse du président camerounais révèle, par un effet de contraste, les conséquences inédites des mutations politiques, sociales et économiques dues au choc de « la crise » des années 1980-1990.

Ces nouvelles médiations sociales et politiques entre les ONG, l'État et les partenaires internationaux de ce dernier permettent de concevoir la prescription d'un « nouveau contrat social ». Cette gestation est consubstantielle d'une vision internationale pour un type de régulation des ressources qui contraint et marque un État de plus en plus réduit au « service minimum » ou à la situation d'un « État sous surveillance³ ». En deux décennies, l'économie camerounaise est passée du « modèle⁴ » à « l'espoir évanoui⁵ ». Entre 1985 et 1993, le Cameroun a été le pays d'Afrique subsaharienne qui a connu la récession la plus forte⁶ même si, depuis le début des années 1990, de nouveaux repères sociaux émergent.

Deux secteurs sociaux principaux sont particulièrement éprouvés par la crise de l'État au Cameroun : la santé et l'éducation. C'est dans ces domaines que l'action de Chantal Biya est la plus visible et la plus médiatisée à travers le maillage produit par l'action de ses ONG. De même, les représentations sociales contrastées qu'elle génère sont révélatrices de ces nouvelles mutations. De la manière de mettre en œuvre des politiques publiques *via* des configurations éclatées de réseaux d'acteurs, à la mise en scène politique de cette nouvelle notion de « couple présidentiel » (y compris en l'absence de son mari), la Première dame marque de son empreinte une société déstabilisée par les dynamiques de la survie et une transition sociale quasi anomique du point de vue matériel, relationnel et politique. Il semble donc essentiel de prendre en compte le contexte d'« informalisation des structures étatiques », de rétraction de l'État et d'émergence des ONG dans un champ où la proximité avec le pouvoir reste un atout essentiel.

Il s'agira d'abord de s'interroger sur la signification des sentiments et discours que génère l'image de la Première dame camerounaise à tous les échelons de la société. Ensuite, il sera question des enseignements politiques qu'inspirent les actions parapolitiques de la *First Lady* à travers les trois ONG (locales et internationale) qu'elle préside : la Fondation Chantal-Biya (FCB), le Cercle des amis du Cameroun (Cerac) et, au niveau international, « Synergies africaines ». Cette dernière association composée des épouses de chef d'État dont l'action porte sur « la lutte contre le sida et les souffrances » est particulièrement significative de la place de Mme Biya. Devenue la figure emblématique de la lutte contre la pandémie du sida depuis 2001, elle s'est installée à

une place qu'aucune autorité politique ou intellectuelle camerounaise n'avait voulu occuper. Au-delà de la question épineuse du sida, le contexte de l'élection présidentielle d'octobre 2004 donne un relief particulier à l'action de Chantal Biya dans l'espace public.

LE COUPLE PRÉSIDENTIEL

À la suite du décès, en 1992, de Mme Jeanne Irène Biya, sa première épouse, le président Paul Biya est sollicité avec insistance par ses proches des palais d'Étoudi et de Mvomeka'a, son village natal (au sud du pays), pour redonner au pays une nouvelle Première dame. Des femmes issues de la progéniture des élites politico-administratives qui structurent l'État au Cameroun lui auraient été proposées⁷. Mais ce dernier déjoua tous les pronostics, en élisant une jeune femme métisse âgée d'une vingtaine d'années à l'époque et déjà mère de jumeaux nés d'une précédente union. Le président Biya épouse donc Chantal Vigouroux en 1994, alors que son régime sort éprouvé de la polémique née de sa propre reconduction. Cependant, le choix de Paul Biya divise l'opinion entre ceux qui pensent qu'il n'y a pas lieu de le discuter, car relevant du domaine du privé, et ceux, plus nombreux, qui voient dans ce second mariage un acte politique qui dépasse la sphère de l'intime. Cette controverse révèle des enjeux de la stratification sociale camerounaise que la nouvelle Première dame, à son corps défendant, illustre au propre comme au figuré. En effet, issue d'une famille modeste, Chantal Biya représente à elle seule un clivage implicite entre ce que l'on peut qualifier, *grosso modo*, ici, les classes populaires d'un côté et les élites de l'autre.

Les deux pôles de cette hiérarchie sociale sont loin d'être étanches ou homogènes, et leur relation est, à bien des égards, incarnée par la personnalité de Mme Biya. Cette dernière, en effet, reflète un faisceau de contradictions et

3. C'est dans ce cadre, par exemple, que s'opèrent le Contrat développement désendettement (C2D), avec la France, ainsi que les programmes dits de « réduction de la pauvreté » (en contrepartie du réaménagement de la dette) avec la Banque mondiale et le FMI, dans le cadre de l'intégration récente du Cameroun au rang des pays pauvres très endettés (PPTE).

4. Voir V. T. Le Vine, *Le Cameroun, du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1982.

5. Voir J. Herrera, G. de Monchy et F. Roubaud, *L'Économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Paris, Karthala, 2000.

6. Voir P. Hugon, « Sortir de la récession et préparer l'après-pétrole : le préalable politique », *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, p. 35-44.

7. J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la FNSP, 1979.

de logiques concernant les pratiques et les représentations de l'émancipation féminine. Dans un pays où les statuts féminins sont en pleine mutation, les direx, les rumeurs, les écrits, les fantasmes, les réalités inhérentes à la Première dame informent des changements des formes de mobilité sociale depuis deux décennies.

Sans diplôme, sans « nom », sous-entendu sans carte de visite dans le sérail de Yaoundé, donc sans l'éducation et l'instruction valorisées par la « bourgeoisie » camerounaise, la jeune Chantal Vigouroux partait avec de lourds handicaps au regard de cette « élite ». Après leur mariage, les *a priori* de « ceux d'en haut » restent les mêmes. Si, entre bourdes et maladroites en public, Chantal Biya réjouit les classes populaires, qui la trouvent naturelle, « ordinaire » – non sans contradiction puisque certains pensent aussi qu'elle n'est pas forcément à sa place – et spontanée, dans le même temps, sa « naissance » et accessoirement son passé agacent la *nomenklatura*. En d'autres termes, on lui reproche autant ce qu'elle « fait » que ce qu'elle « est ».

La relative sympathie populaire dont elle bénéficie est symbolisée par un surnom mêlant tout à la fois tendresse, humour, ironie et raillerie vis-à-vis du pouvoir : « Chantou ». Les chansons populaires, véritables rituels du griotisme comme de la dérision politique au Cameroun, témoignent du fossé qui s'est creusé entre les détenteurs des codes élitaires et la majorité de la population plongée dans une précarité prolongée. Et c'est une artiste populaire, K-Tino, en délicatesse avec la pudibonderie propre à la « bourgeoisie » locale, qui va le plus loin dans le soutien des « sans-voix » à la Première dame : « Honneur à la Première dame du Cameroun, Madame Chantal Biya / Je défends Chantal Biya ma maman, / Si quelqu'un la touche, je vais me fâcher⁸ » (refrain). En contradiction avec le discours qui fait des cadets sociaux des enfants, la « petite fille » Chantou accède ici au rang de « maman⁹ » ; la chanteuse féminise ainsi les discours sur les « pères de la nation », qui ont eu cours pendant les années des partis uniques.

Ce clivage que Chantal Biya illustre exprime d'abord les attentes d'une société camerounaise disloquée par la crise économique vis-à-vis des quelques symboles qui lui permettraient encore de croire en une certaine respectabilité des institutions pourtant sapées par un « ordre moral » en pleine mutation. La décennie 1990 a vu en effet s'effondrer « la respectabilité de l'État¹⁰ » et naître une société où tout semble à vendre et à acheter, des documents administratifs individuels aux services publics déliquescents puis privatisés¹¹, en passant par les personnes confrontées à toutes sortes de compromissions et de violences quotidiennes.

Le choix d'épouser cette jeune métisse manifeste aussi l'ouverture d'esprit du président et, surtout, sa liberté d'agir dans un contexte politique où les analyses profanes ou savantes de sa dépendance à l'égard de son entourage vont

bon train. Par-delà toutes ces hypothèses, il est évident que ce choix a surpris, choqué ou ravi pour une seule et même raison : cette union ne fut pas dictée par une stratégie politique mais fut bien le fruit d'un choix affectif. De même, l'inclination du président pour une jeune femme très « ordinaire » symboliserait une dissolution du politique dans la sphère privée. Par un effet de boomerang lié à son rang présidentiel, ce fut donc un acte politique libre dans un champ (la vie privée) où la liberté de choisir reste pourtant la moindre des libertés.

Depuis son mariage, il se dit, des bas-fonds des quartiers populaires aux terrasses ombragées des villas cossues de Yaoundé, que « le président a rajeuni » et qu'il doit ce bain de jouvence à la jeunesse et au dynamisme de son épouse. Au-delà de ces histoires à la tonalité quelque peu grivoise, c'est aussi une forme de regard distancié, voire de tolérance, qui est exprimée par les catégories populaires et les hommes de l'élite envers Paul Biya. Comme si l'épouse humanisait en quelque sorte un président dont l'absentéisme, les silences et la distance vis-à-vis de l'arène politique nationale ou internationale ont les apparences de l'indifférence. De chef d'État énigmatique, entre *roi fainéant* et démocrate dépité, suivant les bords politiques, Paul Biya a sans doute revêtu le costume d'un « Camerounais comme les autres » en épousant une Camerounaise qu'il aurait été donné à tout un chacun de croiser, une Camerounaise qui a certes des atouts personnels singuliers mais dont la banalité du parcours est indéniable dans une société où la principale instance de socialisation et de mobilité sociale – l'école – s'est écroulée. Les victimes de cette déscolarisation sont bien évidemment celles et ceux dont le pouvoir économique et le réseau relationnel n'ont pas résisté à la crise généralisée des années 1980 et 1990, c'est-à-dire le plus grand nombre. Les filles, bien sûr, sont les plus touchées. Aussi, pour une part d'entre elles, l'une des ripostes possibles devient « la prise de pouvoir par le bas », c'est-à-dire la gestion rationnelle des sollicitations masculines. Ainsi, dans leur esprit, l'inclination du président pour Chantal

8. K-Tino, « Mme Chantal Biya », dans la compilation *Les Tigresses du Bikutsi* (CD). Voir aussi V. S. Zinga, « Esquisse d'une esthétique de la ruse politique : analyse de l'apologie de la "Première dame" dans le Bikutsi du Cameroun », *Enjeux* (Yaoundé), à paraître (miméo, 7 p.).

9. Il faut lire par là une métaphore de l'itinéraire génésique d'une femme accomplie et responsable d'une progéniture qui est ici la forme métaphorique du « peuple ».

10. A. Mbembe, « Le Cameroun après la mort de Ahmadou Ahidjo », *Politique africaine*, n° 37, mars 1990, p. 117-122.

11. Les entreprises concernées par ces privatisations sont la Société nationale d'électricité (Sonel), la Société nationale des eaux du Cameroun (Snec), les télécommunications, les transports aériens, etc.

Vigouroux est à replacer dans le contexte de ces mutations sociales. En d'autres termes, dans les quartiers de Yaoundé, ce qui fait la particularité de Chantal, qu'elle soit saluée ou critiquée, c'est qu'elle ressemble « à la voisine » et qu'elle paraisse réussir dans ses activités associatives, notamment dans son engagement contre le sida qui est le plus médiatisé.

ENTRE « PREMIÈRE DAME DU PEUPLE » ET « PIÈCE RAPPORTÉE » :

UNE IMAGE AMBIVALENTE

La femme la plus caricaturée du Cameroun : une source de popularité

Chantal Biya est sans doute la meilleure « cliente » des caricaturistes locaux. Les frasques qu'on lui prête, à tort ou à raison, font le bonheur des lecteurs amateurs de secrets d'alcôve. La configuration politique camerounaise a facilité cet attrait des portraitistes pour le couple présidentiel et, en particulier, pour sa moitié féminine. Plus voyante, au propre comme au figuré, plus volubile, plus « médiatique » finalement, Chantal Biya représente de ce point de vue la face visible (ou inversée) de l'iceberg de la vie publique présidentielle. En effet, s'il fallait résumer le style politique du président Biya, ce serait *le style de l'absence*. Ses absences au cours des « années de braise » qui sont celles de la libéralisation de la vie politique du pays furent remarquées à l'intérieur comme à l'extérieur du Cameroun. L'homme chez qui Jean-François Bayart voyait « du Rocard¹² » dans les années 1980 est devenu celui que Stephen Smith a qualifié dans les années 1990 de « vacancier au pouvoir¹³ ». Après le traumatisme du coup d'État avorté du 6 avril 1984, la pression populaire et internationale a agi en faveur de la « démocratisation » du régime, qui connut alors une crise politique aiguë (1990-1993) avec, notamment, en 1991, les opérations « ville morte ». Paul Biya s'est succédé à lui-même en 1992, au cours d'élections controversées et dans une ambiance sociale et politique tumultueuse¹⁴. En 1997, c'est dans une quiétude ambiguë qu'il fut réélu avec plus de 92 % des voix, un score qui soulignait l'épuisement ou le boycott de l'opposition. Au cours de cette période, le président offre une image des plus retenues, comme si chaque joute politique l'éloignait un peu plus de l'espace public. C'est dans ce contexte que Chantal Biya a investi, progressivement, l'espace médiatique depuis les années 1995. D'abord timidement puis avec plus d'entrain et de confiance, « la fille du peuple » semble avoir fait l'apprentissage de son « métier » de Première dame et s'être affirmée dans la sphère publique. L'énigme présidentielle se prêtant moins à la caricature – même si Paul Biya n'y échappe pas –, c'est donc son épouse qui fait les grands moments du célèbre journal satirique *Le Popoli*. Qu'elle soit en train de danser, de se chamailler avec quelque proche ou de trébucher, aucune attitude réelle ou fictive n'échappe au crayon des

portraitistes proches de l'opposition politique. La progéniture du président n'est pas non plus épargnée, qu'il s'agisse de Franck (le fils aîné du président, né de son premier mariage), de Paul Biya Junior (le fils de Chantal et Paul Biya) ou de la cadette Anastasie Brenda Biya Eyanga (l'homonyme de feu Anastasie Eyenga Ellé, la mère du président). Le silence rituel de Paul Biya face aux piques des caricaturistes a fini par donner une aura tout à la fois ubuesque, sympathique, en tous les cas « accessible » à la famille présidentielle. Par une ironie du sort, ce sont donc des journaux hostiles au pouvoir de Yaoundé qui ont contribué à « rapprocher » Chantal Biya de la société civile.

En effet, du point de vue purement formel, les efforts en matière de communication politique du président, en dehors des échéances électorales, sont plutôt minces ou confiés à son secrétariat général, alors que les années 1980 avaient vu le président marquer son territoire et voyager à travers le pays, se montrer, tenter de convaincre et, surtout, de s'émanciper de « son illustre prédécesseur¹⁵ ». Depuis la sortie de « la crise de succession » (1983-1984), le président a donc, petit à petit, développé un mode de communication basé sur le secret, l'opacité, voire le silence. Aussi, l'entrée en lice de son épouse sous les feux des médias et du champ de l'action sociale semble représenter la face émergée de l'iceberg présidentiel.

LA FCB ET LE CERAC : DEUX ORGANISATIONS PARAPOLITIQUES

La FCB: le label biomédical d'une fondation politique ?

La Fondation Chantal-Biya, la première association fondée par l'épouse du président camerounais en 1994, représente le premier vecteur de l'influence de la Première dame. Elle fut la propédeutique de son entrée remarquée dans l'univers politico-humanitaire transnational d'un pays « sous perfusion ».

12. J.-F. Bayart, « La société politique camerounaise (1982-1986) », *Politique africaine*, n° 22, juin 1986, p. 5-35.

13. S. Smith, « Un vacancier au pouvoir à Yaoundé », *Libération*, 16 février 1995.

14. Voir L. Sindjoun, *Le Président de la République au Cameroun (1982-1996)*, Bordeaux, CEAN, « Travaux et documents », n° 50, 1999 ; A. Mehler, « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in J.-P. Daloz et P. Quantin (dir.), *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997, p. 95-138 ; F. Eboko, « Les élites politiques au Cameroun : le renouvellement sans renouveau ? », in J.-P. Daloz (dir.), *Le (Non-)Renouvellement des élites politiques en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, CEAN, 1999, p. 99-133.

15. C'est l'expression qu'avait utilisée le président Biya lors de son investiture constitutionnelle le 6 novembre 1982 à la tribune de l'Assemblée nationale. Il accédait ainsi à la « magistrature suprême » suite à la démission, le 4 novembre 1982, du président Ahmadou Ahidjo dont il était le Premier ministre et dauphin constitutionnel. Une tentative de coup d'État dont l'organisation fut attribuée à Ahidjo, alors en exil en France, devait intervenir le 6 avril 1984. Entre-temps, Paul Biya avait mis un terme au « bicéphalisme » politique en devenant président du parti unique de l'époque le 14 septembre 1983, en lieu et place d'Ahidjo qui avait gardé la tête du parti après sa démission.

Le contexte international a pesé en faveur de la constitution de la Fondation Chantal-Biya dans le dispositif de l'action contre le sida au Cameroun. Les premières années de la FCB (1994-1999) ont été consacrées à une activité plutôt classique des « Premières dames », à savoir le soutien aux enfants malades. En renforçant cette structure au sein d'un hôpital public de référence, sa présidente l'a placée au centre d'un double dispositif. En premier lieu, la FCB devenait, avec quelques autres ONG, un partenaire du Comité national de lutte contre le sida (CNLS) et, plus généralement, un interlocuteur des instances biomédicales et universitaires camerounaises. Ensuite, cette fondation s'est positionnée dans un environnement international qui exerçait des pressions plus vives sur les États africains et, en particulier, sur celui du Cameroun qui est devenu au début des années 2000 un sujet d'inquiétude majeur pour l'Onusida. Après la Conférence internationale sur le sida et les MST¹⁶ en Afrique (Cisma), tenue à Lusaka en 1999, deux grandes priorités se sont dégagées. À travers elles, la FCB a pu s'ériger en partenaire incontournable des organisations internationales concernant l'accès aux médicaments et le sort des enfants victimes du VIH/sida. Par les programmes édictés par l'Unicef, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant s'est imposée formellement aux programmes nationaux de lutte contre le sida en Afrique.

La FCB, par sa visibilité et la couverture médiatique nationale et internationale dont elle bénéficie, s'est positionnée aussi comme un réceptacle des aides, soutiens et dons nationaux et internationaux. Dès 2000, la Fondation Glaxo Smith Kline est ainsi devenue un partenaire de la FCB et des autres organisations de ce projet pilote. La mise en œuvre de ce programme vertical contre l'infection des enfants dont les mères sont séropositives étant inféodée à des préalables structurels et politiques, le Cameroun a donc pu en bénéficier avec le Sénégal et avant le Burkina Faso, par exemple. Ce qui est aussi une illustration du positionnement de la FCB dans l'armature de la politique publique de lutte contre le sida au Cameroun, laquelle dépend d'une configuration d'acteurs internationaux et nationaux dont Yaoundé est le centre et le principal bénéficiaire au détriment des autres provinces¹⁷. Les dons qui « tombent » très régulièrement dans l'escarcelle de la FCB renforcent ainsi la centralité de cette association « apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif ». Par exemple, les dons en fournitures et matériels informatiques et audiovisuels faits récemment par la Coopération chinoise interviennent après une visite du « couple présidentiel » en Chine.

La structure de la FCB semble aussi le fruit d'une organisation politique et administrative qui ne concède pas grand-chose au hasard. L'exécutif de cette ONG, en effet, est dirigé par une secrétaire générale dont la fonction et l'expérience politiques peuvent difficilement être cantonnées au seul registre

humanitaire. En effet, Mme Aïssatou Yaou est présidente de l'Organisation des femmes du parti au pouvoir et ancienne ministre de la Condition féminine, ministère qu'elle avait « inauguré » dans les années 1980 et qu'elle a dirigé pendant près d'une décennie. Le secrétaire permanent de la FCB est, quant à lui, issu du « protocole d'État » et officiellement remis à la disposition de son « administration d'origine ».

La FCB s'est donc inscrite, dans un premier temps, dans le sillage de l'aide à l'enfance malade que feu Mme Jeanne Biya avait initiée de son vivant. Le centre névralgique de la FCB a pris ensuite le relais du pavillon pédiatrique « Jeanne-Biya » sis à l'Hôpital central de Yaoundé (HCY) rebaptisé pour les besoins de la cause pavillon « Chantal-Biya ». De fait, les préoccupations classiques de la Première dame Jeanne Biya sont devenues la rampe de lancement de la carrière « apostolique » de Chantal. À la faveur des décisions internationales concernant la Prévention de la transmission mère-enfant (PTME) du VIH/sida depuis la fin des années 1990, la FCB s'est érigée ainsi en pôle central du « sida pédiatrique » au Cameroun.

La rénovation des hôpitaux publics camerounais impulsée par la Coopération française a coïncidé avec la prise en main du pavillon pédiatrique de la FCB. Entre les engagements des bailleurs de fonds dans le secteur de la santé et l'investissement de la Première dame, les ingrédients étaient réunis pour la promotion de cette dernière. Du personnel médical aux équipements sanitaires, le service pédiatrique de l'HCY est sans doute l'un des rares services publics sanitaires qui remplissent sa fonction.

De la Fondation Chantal-Biya au Cercle des amis du Cameroun, il y a une sorte de continuité de l'action de la Première dame, du secteur de la santé à celui de l'éducation qui traverse lui aussi une crise profonde et qui est sujet à de fortes préoccupations internationales.

Le Cerac : un réseau d'influence ?

Au départ, le Cercle des amis du Cameroun¹⁸ était essentiellement constitué des femmes de diplomates installés au Cameroun et placé sous l'égide de la

16. Les MST désignent les « maladies sexuellement transmissibles ». Cette terminologie a évolué et le terme actuel est davantage les IST (« infections sexuellement transmissibles »).

17. F. Eboko, « Logiques et contradictions internationales dans le champ du sida au Cameroun », *Autrepart*, n° 12, décembre 1999, p. 123-140.

18. Deux orthographes circulent, au féminin (Cercle des amies du Cameroun) et surtout au masculin (Cercle des amis du Cameroun) pour cette association qui est essentiellement féminine.

Première dame¹⁹. Ces femmes étrangères, notamment occidentales, œuvraient dans le domaine de la santé et de l'éducation. Créée dans un but caritatif et dans une logique « Nord-Sud », cette association, elle aussi « apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif », Chantal Biya se l'est appropriée. Cette mainmise a d'abord entraîné une « nationalisation » de l'ONG. En effet, le « Cercle » s'est élargi à l'ensemble des femmes de la bourgeoisie et des « élites » camerounaises : femmes appartenant au gouvernement, épouses de personnalités politiques de Yaoundé. Leurs actions portent sur des dons et surtout sur la « livraison » d'écoles clés en main suivant un projet pilote baptisé « Écoles des champions » où il s'agit de sélectionner les meilleurs élèves dans une localité et de mettre à leur disposition des enseignants triés sur le volet. Les fournitures scolaires sont octroyées avec l'aide d'une entreprise française du monde de l'édition, qui détiendrait 80 % du marché du livre au Cameroun et qui travaille en partenariat avec le Cerac. Les cérémonies d'inauguration donnent lieu à des rassemblements des élites politiques et de leurs épouses dans chacun des départements où elles se déroulaient. L'opposition, de son côté, dénonce ces pratiques, autant du point de vue économique (le contrôle du marché du livre scolaire au Cameroun) que politique (la récupération de l'action de la Première dame par le parti de son époux). La période électorale accentue la controverse quant aux actions du Cerac dans le domaine de l'éducation. Pour autant, l'action éducative de ce cercle et des « Écoles des champions » a débuté à l'aune des années 2000 et s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui dans différentes provinces du Cameroun, notamment à l'est et à l'ouest du pays.

L'ampleur prise par cette association féminine ne manque pas de faire penser, par métaphore, à une société secrète de femmes. Parmi les rites traditionnels beti (centre et sud du Cameroun), le Cerac, en effet, aurait tendance à symboliser celui du *mevungu* puisque les femmes de ce microcosme semblent exposer ladite ONG à un risque de marginalisation – réel ou imaginaire ? – si elles venaient à ne plus s'y investir²⁰. Le Cerac semble ainsi constituer un itinéraire d'accumulation d'un capital symbolique féminin à proximité des sphères du pouvoir politique.

Les réunions ritualisées se passent donc sous l'égide, si ce n'est la présence formelle, de la présidente Chantal Biya qui est parmi les plus jeunes et sans doute parmi les moins diplômées des femmes rassemblées : une situation qui porte son lot d'inversions symboliques. L'affectation maternelle des unes, la circonspection prudente des autres ou l'adhésion stratégique de la plupart s'explique par le parcours politique, professionnel et matrimonial de chacune d'entre elles. Au-delà de ces contingences relationnelles, le Cerac et Mme Biya occupent ainsi un secteur ancien qui était plutôt l'apanage d'organisations

caritatives internationales (Rotary Club, Lion's Club, etc.) dont les membres s'illustraient autant par leur pouvoir économique que par leur position sociale. À la différence notable que le Cerac regroupe aujourd'hui exclusivement des femmes (toutes nationalités confondues, comme on l'a vu) placées sous l'autorité de la Première dame, ce qui introduit ainsi ces réseaux d'interconnaissance dans un cercle proche de la vie politique locale.

Chantal Biya en campagne ?

La proximité de l'élection présidentielle d'octobre 2004 confère à l'action humanitaire de Chantal Biya un sens particulier. En effet, son action dans le secteur de la santé et de l'éducation sous l'égide du Cerac comme sous celle de la FCB souligne, pour l'opinion et l'opposition, la place de plus en plus importante qu'elle occupe désormais dans l'espace politique et, par ricochet, le retrait relatif de son époux candidat. En la qualifiant de « présidente de l'ombre », l'opposition dénonce les ONG qu'elle dirige, suggérant qu'il s'agirait d'une « antichambre du Nirvana présidentiel interférant directement sur la gestion des affaires publiques²¹ ». La Première dame, de sa relative discrétion au cours des années 1990 à son omniprésence depuis le début des années 2000, aurait réussi « à mettre en place un système dynamique d'exercice réel d'un pouvoir, avec des hommes dévoués, un cabinet organisé, des moyens subséquents, le même temps d'antenne et les mêmes égards que son président d'époux dans les médias du service public²² ».

En effet, contrairement à Germaine Ahidjo et à feu Jeanne Irène Biya, Chantal Biya occupe un registre où « le charme discret et l'action tranquille » de la première et « la classe et la discrétion » de la seconde ont été remplacés – dans un contexte international qui a quelque peu institutionnalisé la fonction de « Première dame » – par l'apparition de nouveaux attributs auxquels Chantal

19. Suivant les sources, c'est soit feu Mme Jeanne Biya qui en est l'instigatrice, soit Mme Chantal Biya qui en serait la fondatrice. Cette dernière version est la version « officielle ».

20. Voir M.-P. Bochet de Thé, « Rites et associations traditionnelles chez les femmes bëti (sud du Cameroun) », in J.-C. Barbier (dir.), *Femmes au Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles*, Paris, Orstom-Karthala, 1985, p. 245-278, et P. Laburthe-Tolra, « Le *mevungu* et les rituels féminins à Minlaaba », *ibid.*, p. 233-243.

21. T. G. Gango, « La présidente de l'ombre », voir le site Internet du *Messenger* (Yaoundé), <<http://lemessenger.net>>.

22. *Ibid.*

Biya apporte aussi un tempérament qui lui est propre. L'appellation de « Son Excellence Mme la Présidente » était inconnue pour les deux précédentes Premières dames et dénote ainsi un contexte camerounais dans lequel « l'utilisation récurrente de ces titres dans le référentiel communicationnel en vogue au Cameroun constitue un véritable processus de banalisation d'une entreprise d'inculcation de l'acceptation de la domination des cadets sociaux²³ ».

Ainsi, l'action de Chantal Biya peut également être considérée, dans le cas de la FCB et du Cerac, comme une entreprise « politique » dite de « surveillance » et de communication. « Les dons du couple présidentiel en direction de certaines couches de population en constituent un exemple. Dans ce sens, les initiatives de Cercle des amies du Cameroun [...], notamment son "joli cœur" aux femmes rurales [...], visent à les "capturer" et en même temps à renforcer l'image "d'homme providentiel", assisté d'une femme de cœur que le pouvoir assigne à son titulaire suprême²⁴. » Ainsi, en janvier 2001, Chantal Biya s'est appuyée sur son expérience des ONG camerounaises pour intégrer l'espace panafricain à l'occasion du sommet France-Afrique et permettre la création des Synergies africaines.

SYNERGIES AFRICAINES : DU LOCAL À UNE ARÈNE

INTERNATIONALE

À l'occasion du Sommet des chefs d'État de France et d'Afrique tenu à Yaoundé en janvier 2001, Chantal Biya a organisé un Forum des Premières dames contre le sida. Témoignages de victimes du VIH/sida, engagements et déclarations des Premières dames se sont succédé en présence de Mmes Chantal Biya et Nane Annan, l'épouse du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Ce forum fut le premier pas vers la création de l'ONG Synergies africaines contre le sida et les souffrances.

La non-implication de certains chefs d'État dans le combat contre le sida permet, *a contrario*, à leurs épouses de s'investir au sein de ces sphères structurées par les « bonnes œuvres ». En résumé, on assiste soit à des duos politiques contre le sida (délégation ou partage de responsabilités symboliques), soit à la relégation de ce thème dans une zone « ante-politique », qui relève de manière classique de l'espace réservé aux Premières dames. À la suite de la « déclaration de Yaoundé » (18 janvier 2001), les épouses de chef d'État se sont réunies à cinq reprises au cours de l'année 2001, autour de plusieurs thèmes qui ont donné lieu, à chaque fois, à des « déclarations » : sur « la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en Afrique » (8 mai 2001); sur « la petite fille » (21 avril 2001); sur « la persistance des conflits en Afrique » (19 mai 2001); sur « les enfants et la prévention du sida » (22 mai 2001)²⁵.

La seconde impulsion internationale, sans doute la plus remarquée, eut lieu à Yaoundé en novembre 2002, lors de la venue conjointe des deux codécouvreurs du virus du sida, Luc Montagnier (France) et Robert Gallo (États-Unis). Du 15 au 16 novembre 2002, la capitale camerounaise a accueilli la naissance officielle des Synergies africaines. À cette occasion, l'hôtesse Chantal Biya a lancé la « première conférence » de cette ONG. Que MM. Gallo et Montagnier, les « ennemis » d'hier, aient tous deux accepté l'invitation de Mme Biya a représenté un coup médiatique spectaculaire, dans la mesure où peu d'institutions et de personnalités avaient eu l'occasion de les réunir depuis le litige qui les avait opposés à propos de l'isolement formel du VIH au début des années 1980. De plus, dans le contexte de forte progression épidémique du VIH au Cameroun, l'action internationale de la Première dame a contribué à prouver la volonté politique du « Cameroun » en matière de lutte contre le sida, une volonté jusque-là mise en doute. Peter Piot, directeur exécutif de l'Onusida, devait déclarer : « La Première dame du Cameroun joue un rôle absolument exceptionnel dans la lutte contre le sida non seulement au Cameroun, mais aussi en Afrique. J'ai constaté moi-même les actions de la Fondation Chantal-Biya [...], le travail de Synergies africaines... Pour moi, Chantal Biya est l'une des stars de la lutte contre le sida dans le monde²⁶. » En présence d'un parterre scientifique des plus prestigieux et de cinq épouses de chef d'État (Angola, Bénin, Burkina Faso, Niger, Tchad) et d'une quinzaine de déléguées d'autres pays, Chantal Biya a donc réalisé une réunion inédite. Pourtant, si des compllicités se sont nouées à partir de ces Synergies africaines, des prises de distance sont également apparues. En effet, autant « l'élection » de Mme Biya par ses pairs au rang de présidente de l'ONG et celle de Chantal Compaoré comme vice-présidente semblent augurer d'une entente cordiale, autant la distance entre les Premières dames camerounaise et gabonaise, Édith Bongo, ressortit du registre de la concurrence. Cette compétition larvée pour le *leadership* humanitaire des Premières dames pourrait recouvrir, en fait, d'autres enjeux inhérents à la sous-région d'Afrique centrale.

En effet, la presse panafricaine, notamment électronique, met en scène une sourde et silencieuse discorde entre Édith Bongo et Chantal Biya. « Les deux Premières dames se font une concurrence sans nom dans l'humanitaire. [...]

23. J.-M. Zambo-Belंगा, « Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », *Cahiers d'études africaines*, n° 171, XLIII (3), 2003, p. 574.

24. *Ibid.*, p. 585-586.

25. Voir SAFCO, « Synergies africaines de lutte contre le sida », n° 308, 10 août 2001.

26. J.-P. Tedga, « Sida : Chantal Biya "Star de la lutte contre le sida dans le monde" », *Afrique-Éducation*, décembre 2003-février 2004, <<http://www.afriqueeducation.com/144hs/societe.html>>.

Dans un contexte de *leadership* en Afrique centrale, Paul Biya et Omar Bongo Ondimba ont pratiquement embrigadé leurs conjointes au cœur d'une guerre froide non sans conséquence fâcheuse sur la zone Cemac²⁷. »

Au-delà de la surinterprétation politique contenue dans cette citation, il est évident que les deux dames œuvrent dans le même domaine international. En effet, après avoir décliné l'invitation de Chantal Biya lors de la première conférence des Premières dames contre le sida, Édith Bongo a créé une ONG qui reprend, trait pour trait, les objectifs de celle présidée par sa « consœur » camerounaise : l'Organisation des Premières dames d'Afrique contre le VIH/sida (OPDAS). Par conséquent, ce que les journaux gabonais disent de Mme Bongo est à l'exacte mesure de ce que disent les journaux camerounais de Mme Biya : l'une comme l'autre détiendrait le *leadership* de l'action des Premières dames africaines contre le sida sur le continent. De plus, les deux présidents Bongo et Biya semblent avoir choisi de déléguer ce champ à leur épouse lors de leurs tournées internationales. Pour l'heure, Chantal Biya bénéficie certes de l'effet de la primauté chronologique de la création des Synergies africaines et s'est inscrite, de fait, dans une perspective plus « panafricaine » au contraire de l'OPDAS qui semble davantage circonscrite au Gabon. On peut se demander, par exemple, ce que Laura Bush, la *First Lady* américaine, a pu penser en recevant à un an d'intervalle Chantal Biya (en mars 2003), puis Édith Bongo (en mai 2004) qui, chacune, se sont présentées, entre autres, comme présidente de l'ONG des Premières dames africaines contre le sida.

La compétition entre les deux femmes est réelle. Le passif lié à la relation fraîche entre Omar Bongo et Paul Biya a peut-être fourni les ingrédients d'une concurrence exacerbée là où, au départ, il y avait des préoccupations certes similaires, mais des méthodes différentes entre les deux épouses présidentielles.

Les actions de l'ONG Synergies africaines, pour l'heure, ont été des manifestations médiatiques et hautement symboliques. Pour autant, celles-ci interviennent dans un champ où elles étaient nécessaires, au vu de l'avancée tragique de la pandémie du sida au sein des populations. Au Cameroun, comme dans beaucoup d'autres pays, l'action au sommet des États était attendue pour dédramatiser la maladie, libérer la parole sur un sujet jusqu'alors tabou et permettre une meilleure prise de conscience de tout un chacun. Nul besoin d'éprouver une sympathie particulière pour Mme Biya ou son mari, ou encore de nier les implications politiques et stratégiques de son action pour souligner le fait qu'elle a atteint ce but grâce à des messages simples et repris à la base parce que dénués de tout ce qui a pénalisé la lutte contre le sida en Afrique et au Cameroun, en l'occurrence le moralisme. Pour l'heure, si les Synergies africaines ont servi une cause, c'est bien celle de considérer les

porteurs du VIH comme des « victimes » qui peuvent être actives dans la lutte contre le sida et non comme des criminels potentiels, croyance qui a nourri les représentations populaires de la maladie au Cameroun et qui a sans doute été la tendance la plus contre-productive de la prévention du VIH/sida.

À travers les Premières dames, tout comme les sportifs ou les artistes dans un autre registre, se dessinent des configurations de l'action politique qui manifestent, sans doute en contrepoint, les vicissitudes de l'action publique en Afrique aujourd'hui. Dans un contexte de restrictions et de dépendance accrues, les « États dominés » savent aussi être des « États ambigus ». En effet, entre la dépolitisation menée par le sommet de l'État camerounais du problème du sida et l'action politique de Chantal Biya à partir d'un secteur réputé pourtant « apolitique » – le champ associatif –, c'est toute la question des frontières – floues – du politique qui est une nouvelle fois posée dans la région subsaharienne.

En ce qui concerne la pandémie du VIH/sida et ses configurations transnationales, on peut dire que Paul Biya refuse « le pouvoir » de « gouverner les images du sida » (tel que la communauté internationale le demande aux chefs d'État africains) et qu'il le délègue à son épouse. Dans le même sens, si « la politique se joue dans le visible, dans l'apparence, qu'elle est un théâtre où comptent non seulement les actions des hommes [...] mais aussi le retentissement de leurs actions, la façon dont elles sont comprises, perçues et interprétées²⁸ », alors on pourrait affirmer que Chantal Biya œuvre politiquement plus que le président ou le gouvernement dans le secteur de la santé : bref, elle « fait de la politique ». Toutefois, le terme même de « politique » est polysémique et, dans les idiomes camerounais, il pourrait signifier l'inverse de l'image positive que donne à voir la Première dame sur la scène internationale en matière de lutte contre le sida : « faire de la politique » veut dire aussi « exclure », « discriminer », « camoufler », bref, pratiquer l'arbitraire. Sous cette polysémie se retrouvent les deux acteurs du couple présidentiel dont la part féminine semble éclairer et valoriser la part masculine plus énigmatique mais plus « politiquement formelle ».

27. Sources : <<http://www.cameroun-info.net>>, 26 juin 2004, et <<http://www.africatime.com>>.

28. J.-C. Eslin, cité dans J.-F. Bayart, « La revanche des sociétés africaines », in J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor (dir.), *Le Politique par la bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, p. 100.

Au-delà de sa personnalité et de son action, Chantal Biya révèle ce qu'il est possible d'accomplir en marge des prescriptions internationales et des contraintes politiques qui pèsent sur les autorités de tutelle dont la Première dame, quant à elle, n'a cure. Elle n'a de comptes à rendre ni au Fonds monétaire international, ni à la Banque mondiale, ni à l'Onusida, et est soumise à peu d'impératifs en termes de formalités de gestion de fonds, notamment. Elle montre aussi, d'une certaine manière, le poids des symboles dans l'action publique pour laquelle elle s'entoure de personnes réputées compétentes. Le fait qu'elle remporte quelques succès d'estime est aussi une illustration, amère pour certains, délicate pour d'autres, que « faire de la politique » n'est pas qu'une question d'expertise technique mais aussi l'art de mobiliser des symboles qui fassent sens aux yeux des personnes concernées. Que la « petite fille » du peuple soit devenue une sorte d'égérie de la lutte contre le sida signifie aussi que les priorités politiques édictées au niveau international peuvent être subrepticement redéfinies au niveau local. Après la discrétion et l'impératif de respectabilité, incarnés par les précédentes Premières dames camerounaises, c'est aussi un miroir de l'image simultanément bourgeoise et traditionnelle de « la grande dame » qui vole en éclats au profit d'une actrice « sémillante » à travers laquelle les Camerounais sont appelés à conformer la nouvelle image de leur pays. Les raisons de s'en réjouir autant que les motifs d'en nourrir quelque courroux représentent aussi la négociation d'un nouveau contrat social au Cameroun, entre étatisme postcolonial et « revanche des faibles » ■

Fred Eboko
IRD, Bondy
Septembre 2004

Eboko Fred (2004)

Chantal Biya : "fille du peuple" et égérie internationale

In : Messiant C. (dir.) Premières dames en Afrique

Politique Africaine, (95), 91-106

ISSN 0244-7827